

**CONVENTION
ENTRE
L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
ET
L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON**

- Vu le code de l'éducation
- Vu les décrets n° 89-901 et 89-902 en date du 18 décembre 1989 relatifs aux I.E.P.
- Vu les statuts de l'Université Lyon 2 et le règlement intérieur de l'I.E.P. de Lyon
- Vu la délibération du CA de l'université du 18 mars 2011 et celle du CA de l'IEP du 31 mars 2011

La présente convention est conclue entre l'Université Lumière Lyon 2, ci-après dénommée l'Université et l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, ci-après dénommé l'Institut.

L'Université et l'Institut réaffirment leur volonté de coopérer sur les plans pédagogique, scientifique et institutionnel et conviennent de définir ainsi leurs relations :

I - Dispositions organiques

Article 1 :

Le Président de l'Université est membre de droit du Conseil d'Administration de l'Institut conformément à l'article 10 du décret n° 89-902.

Le Directeur de l'Institut participe au Conseil d'Administration de l'Université avec voix consultative.

Article 2 :

L'Agent Comptable de l'Université est aussi Agent Comptable de l'Institut conformément à l'article 30 du décret 89-902. A cet effet, l'Institut veillera à ce que son environnement informatique et comptable soit compatible avec celui de l'Université afin de permettre à l'Agent comptable d'exercer pleinement sa mission.

II - Les personnels

Article 3 :

Les enseignants de l'Institut peuvent exercer une partie de leur service à l'Université et réciproquement. Cette possibilité donne lieu à une compensation de service calculée en heures équivalent TD (HTD brute). Au terme de l'année universitaire, une balance sera effectuée entre les deux établissements afin que les heures non compensées fassent l'objet d'un paiement au taux horaire en vigueur.

Les heures complémentaires effectuées par des enseignants en supplément de leur service auprès de l'autre établissement sont directement rétribuées par l'établissement recruteur.

Article 4 :

Chaque établissement est autonome en matière de ressources humaines. Chacun prend en charge distinctement la gestion des carrières de ses propres personnels (BIATOS et enseignants). Il sera tenu compte de la convention du 22 octobre 2010 relative à la répartition des postes et à la répartition financière (annexe 1).

Article 5 :

Chaque établissement se charge distinctement de la mise en place et du fonctionnement des instances paritaires (CPE, CTP, CHS, CCPNT).

III - Coopération en matière de formation

Article 6 :

Les étudiants de l'Institut et ceux du C.P.A.G. sont inscrits administrativement par l'Université. En contrepartie, l'Institut prend en charges les coûts de fonctionnement supportés par l'Université en vertu de cette prestation. Chacune des inscriptions principales réalisées par l'Université pour le compte de l'Institut donne lieu à rétribution. Ce coût fait l'objet d'une révision chaque année (annexe 2).

L'Institut supporte le coût d'édition et de réactualisation de la carte cumul selon les modalités précisées à l'annexe 2.

Article 7 :

Concernant la mention de Master « Science Politique » délivrée par l'Université Lyon 2, il est convenu que cette dernière propose, à partir de la rentrée 2011, les trois spécialités de M 2 suivantes :

- HPP (Histoire de la Pensée Politique) M 2 recherche : gestion ENS
- PPGC (Politiques Publiques et Gouvernements Comparés) M 2 mixte : gestion IEP
- Socio Po (Sociologie Politique) M 2 mixte : gestion Lyon 2

Concernant les principes et garanties accordées à chaque établissement, il est convenu que :

- la désignation des responsables de la spécialité gérée par l'IEP est faite sur proposition du Directeur de l'IEP, avec accord des deux chefs d'établissement ;
- la désignation des jurys de la spécialité gérée par l'IEP est faite par le Président de l'Université (arrêté) sur proposition des responsables de spécialités ;
- le parchemin du diplôme de master porte la mention "Diplôme réalisé en partenariat avec l'IEP de Lyon" pour la spécialité PPGC et il est co-signé par le Président de l'Université et le Directeur de l'IEP.

Article 8 :

L'Institut d'Etudes Politiques peut participer à des formations de l'université conduisant à la délivrance de diplômes nationaux ou d'Université conformément à l'article 2 du décret n° 89-901. Cette collaboration peut également viser la préparation à des concours nationaux.

IV - Coopération en matière de relations internationales**Article 9 :**

L'Institut informe préalablement l'Université de ses projets de conventions avec les établissements étrangers. L'Université informe réciproquement l'Institut de ses projets.

L'Université et l'Institut peuvent développer conjointement des projets et des échanges avec des établissements étrangers partenaires.

V - Coopération en matière de documentation**Article 10 :**

Les étudiants, enseignants et personnels de l'Institut, en tant que membres d'un établissement du PRES Université de Lyon, ont accès aux bibliothèques de l'université et peuvent y emprunter des ouvrages, conformément aux règles de prêt qui sont appliquées aux établissements du PRES. Réciproquement, les étudiants, enseignants et personnels de l'Université ont accès aux salles de documentation de l'Institut dans les mêmes conditions.

Les étudiants doivent se conformer aux règlements intérieurs de chaque établissement, sous peine d'exclusion.

Les étudiants et personnels de l'Institut ont accès aux abonnements numériques de l'Université moyennant le versement d'une participation annuelle forfaitaire déterminée en annexe 2.

VI – Dispositions financières**Article 11 :**

La participation financière de l'Institut aux charges supportées par l'Université pour le bon fonctionnement de l'Institut est ainsi définie :

- Participation au titre des activités de la Direction de la formation de l'université
- Participation au titre de certaines enquêtes et statistiques (SISE)
- Participation de l'IEP au financement de la documentation électronique
- Participation de l'IEP au titre de l'Agence Comptable : financement d'un demi-poste de catégorie B (5^{ème} échelon)
- Participation au titre du système d'information (DSI). En contrepartie, l'université donne accès en lecture au logiciel Apogée (cet accès entend un login, un mot de passe, le nom de la base de données, et du serveur qui l'héberge et l'autorisation de les utiliser).

Article 12 :

La participation financière est fixée à l'annexe 2. Cette annexe financière fera l'objet d'une réévaluation annuelle en fonction de l'évolution des coûts supportés par l'Université à compter de l'année universitaire 2012-2013.

A partir de l'année 2013, les parties conviendront de se réunir, courant février, afin d'actualiser les couts. Il sera fait état par le service statistique de l'Université des inscriptions principales réalisées pour le compte de l'IEP pour l'année en cours.

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture de l'Université adressée à l'IEP au printemps de chaque année universitaire. Le paiement interviendra sous 45 jours à compter de la réception de la facture.

Article 13 :

Toute autre prestation, n'entrant pas dans le champ de l'article 10, pourra faire l'objet d'une convention distincte.

VII - Dispositions diverses

Article 14 – Durée

La présente convention annule et remplace la précédente convention en date du 4 mars 2005 ainsi que ses avenants.

Elle est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2011 avec reconduction tacite annuelle. Afin d'assurer la transition, certaines de ses dispositions pourront toutefois être mise en œuvre dès le 1^{er} avril 2011 avec l'accord des deux parties.

La présente convention est modifiable par avenant sur accord des deux parties. Elle est reconductible chaque année, sauf dénonciation, par l'une des deux parties, avant le 1^{er} avril par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Elle peut être résiliée à toute autre date par entente entre les parties.

Article 15 – Litige

Il est créé une commission mixte chargée de connaître, le cas échéant, des difficultés d'application de la présente convention. Elle est composée de six membres émanant des deux conseils d'administration respectifs. Elle est assistée par le Directeur Général des Services de l'Université et le Secrétaire Général de l'Institut. Cette commission, saisie par le Président de l'Université ou le Directeur de l'Institut, émet des recommandations qui lui semblent susceptibles de lever les difficultés rencontrées.

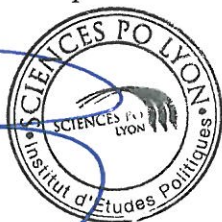
Tout litige juridique sera soumis au Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 31 mars 2011

Pour l'Institut d'Etudes Politiques

Son Directeur

Gilles POLLET



Pour l'Université Lumière Lyon 2

Son Président

André TIRAN

ANNEXE 2

Dispositions financières

Les coûts indiqués ci-dessous sont annuels.

1) Participation au titre des activités de la Direction de la formation de l'université

Le coût de la **carte CUMUL** est fixé à **10 €**.

La carte CUMUL est renouvelée tous les 4 ans.

Le cout d'**actualisation de la carte CUMUL** est fixé à **2 €**.

Le coût de la **prestation d'inscription** réalisée par l'université est fixé forfaitairement à **12,75 €** par inscription principale.

Cette prestation est rétribuée par l'IEP indépendamment de la situation (exonération) ou du devenir de l'étudiant (abandon d'étude, remboursement...).

2) Participation au titre de certaines enquêtes et statistiques (SISE)

Le coût de l'enquête SISE réalisée par l'université pour le compte de l'IEP est fixé à **700 €**.

3) Participation de l'IEP au financement de la documentation électronique :

Le cout forfaitaire annuel est fixé à **23 000 €**.

4) Participation de l'IEP au titre de l'Agence Comptable :

Le financement est calculé sur la base d'un demi-poste d'agent titulaire catégorie B 5^{ème} échelon, soit **19 128 €**.

5) Participation au titre du système d'information (DSI) :

Cette participation est fixée forfaitairement à **8 €** par étudiant (inscription principale).

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 31 mars 2011

Pour l'Institut d'Etudes Politiques
Son Directeur

Gilles POLLET



Pour l'Université Lumière Lyon 2
Son Président

André TIRAN